



La Commune



La répression et la faim

Publié le vendredi 05 mai 2006



Palestine

Le numéro précédent de La Commune publiait une déclaration résumant parfaitement la prise en otage du peuple palestinien par Bush, l'Union Européenne, l'État sioniste et tous leurs acolytes. Les déclarations pseudo-humanitaires des gouvernements responsables de ce blocus organisé pour, officiellement, ne pas permettre aux Hamas de bénéficier de subventions, suggèrent que les ONG prennent le relais. Celles-ci se sont à juste titre indignées et ont déclaré qu'en aucun cas elles ne se feraient les exécutants des organisateurs du boycott. Retour sur une situation explosive.

Le contexte est dramatique, car les familles palestiniennes n'ont plus de ressources, en particulier celles dont le chef de famille ou les enfants aînés travaillaient pour l'Autorité Palestinienne, dans le cadre d'une administration jugée pléthorique par beaucoup de journaux, qui feignent d'oublier qu'il n'existait guère d'autres ressources. Si on ajoute tous ceux qui travaillaient en Israël et qui ont perdu leur emploi, on imagine la détresse du peuple. L'Occident essaie de regonfler l'importance du chef de l'Autorité Palestinienne (qu'il ne faut pas confondre avec le gouvernement), Mahmoud Abbas, de l'OLP, " remplaçant d'Arafat ". Abbas veut relancer les négociations sur la base de la feuille de route, mais il brasse, à double titre, du vide.

Abbas impuissant

D'autre part parce qu'il n'y a plus rien sur la feuille de route, énième chiffon de papier utilisé il y a encore un an et demi comme sucette d'un plan de paix dont le peuple palestinien sait ce qu'il vaut. D'autre part parce que la réalité du pouvoir dans les Territoires est aux mains du Hamas, autour de Gaza en particulier : face à cela, l'État sioniste partage les portefeuilles ministériels du gouvernement Olmert, dont l'objectif avéré est l'achèvement du Mur de la honte, l'évacuation des petites colonies isolées de Cisjordanie, et l'annexion de toute la périphérie de Jérusalem-Est, où les grosses colonies établies au-delà de la frontière antérieure à 1967 seraient rattachées à Israël, privant de milliers de km² une Palestine réduite à une poussière de Bantoustan.

Le cordon sanitaire imposé autour du Hamas n'est pas sans rappeler celui que l'impérialisme mondial dressait en 1921 autour de la jeune URSS, qui venait de terrasser l'Armée blanche. Il ne s'agit pas ici d'une crainte de la contagion révolutionnaire, mais de la destruction de l'outil dont le peuple palestinien s'est emparé pour exprimer son refus des prétendues solutions imposées sur son dos. Il s'agit de bafouer les résultats du scrutin de janvier organisé en Palestine. Les " démocrates " d'Occident veulent bien d'une démocratie si elle porte au pouvoir des pantins soumis à Washington. Hier le Chili d'Allende, aujourd'hui le Venezuela de Chávez ou la Bolivie de Morales, demain peut-être le Pérou d'Ollanta Humala, la pratique impérialiste est la même : meurtre et/ou déstabilisation programmée.

Refus du dialogue

S'agissant du Hamas, la seule réponse internationale est le refus catégorique de discuter. Mieux que cela, gare à ceux qui discutent officieusement : le fasciste sioniste Avigdor Lieberman, raciste anti-Palestinien, a demandé en pleine Knesseth (Chambre des députés sionistes) l'exécution des députés arabes israéliens, tel Azmi Bichara, qui a rencontré au Qatar le 25 avril le ministre Hamas des Affaires étrangères palestinien Mahmoud Al-Zahar. " argument " de ce Lieberman, chef du parti russophone Israël Beitenou, était le suivant : " pendant les procès de Nuremberg, non seulement les criminels mais aussi leurs complices ont été exécutés. J'espère que ce sera aussi le sort des collaborateurs qui siègent dans cette enceinte " (*Le Monde* daté du 6 mai). Comparer les représentants du peuple palestinien aux nazis et aux collabos, il faut tout le culot des sionistes de la pire espèce pour formuler un tel amalgame. Pour Mac Cormack, porte-parole du département d'État à Washington, il n'y a pas de partenaire pour la paix du côté palestinien, et Mubarak, semi-dictateur de l'Égypte, fait pression sur le Hamas pour qu'il reconnaisse Israël. Cinquante-huit ans d'expérience ont montré que l'État sioniste savait obtenir des concessions de ses interlocuteurs en échange de bombes et de courants d'air.

Voilà pourquoi, quand bien même le Hamas avalerait cette couleuvre, il resterait toujours dans l'impasse. Mais la situation internationale est riche de potentialités qui peuvent faire voler en éclats le combat à huis clos dans lequel l'impérialisme et son émanation (nauséabonde) sioniste veulent enfermer le peuple palestinien.